



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°...965
DU...26...MAY...2016..**

PORTANT MISE EN DEMEURE

SAS Société des Carrières de Bourgogne

Commune de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE (21400)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L.541-1 à L.541-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 autorisant la SAS « Société des Carrières d'Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter trois sites de carrière de pierre calcaire, de plaquettes et moellons sur le territoire des communes de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY ;

Vu l'arrêté de mutation du 23 avril 2012 au profit de la SOCIETE DES CARRIERES DE BOURGOGNE dont le siège social est situé 21400 ETROCHEY ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement rédigé suite à l'inspection du 6 mars 2016 qui a fait l'objet d'une transmission à l'exploitant par courrier du 7 avril 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission des rapports susvisés ;

Considérant que les garanties financières prévues par l'article 1.6 de l'arrêté d'autorisation ne sont pas constituées ;

Considérant que lors de la visite du 6 mars 2016 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respecte pas :

- l'article 2.5.3 de l'arrêté d'autorisation qui prévoit que le remblayage de la carrière par l'apport de matériaux extérieurs est interdit ;
- l'article 2.1.3 de l'arrêté d'autorisation relatif à la mise en place de panneaux destinés à l'information du public ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La SAS CARRIERES DE BOURGOGNE, dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter :

- dès la notification du présent arrêté :

- l'article 2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 :
 - en cessant d'accepter dans le périmètre de la carrière l'entreposage temporaire ou le stockage permanent des déchets inertes et matériaux de remblayage provenant de l'extérieur du site ;
 - en procédant au retrait des matériaux extérieurs présents sur le site qui ne présenteraient pas de caractère inerte. En tout état de cause, les déchets d'enrobés doivent être retirés.

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 en procédant au renouvellement des garanties financières ;
- l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 en positionnant les panneaux d'information requis.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Sous-Préfet de MONTBARD, M. le Maire de la commune de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne – Franche-Comté et M. le Directeur de la SAS CARRIERES DE BOURGOGNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Maire de la commune de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE ;
- M. le Directeur de la SAS CARRIERES DE BOURGOGNE.

Fait à Dijon le **26 MAI 2016**

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète et par délégation

Le Secrétaire Général

Serge BIDEAU